

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 92/160 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION RELATIVE A LA SITUATION DE L'ENTREPRISE "CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUES"

SEANCE DU 14 DECEMBRE 1992

L'An mil neuf cent quatre vingt douze, et le quatorze décembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Paul de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ALFONSI François, ALFONSI Nicolas, AVOGARI DE GENTILI Vincent, BALESI Jean-Marc, BIANCHI Dominique, BUCCHINI Dominique, BURESI Dominique, CASTA Pierre-Jean, CHIARELLI Joseph-Antoine, COMBETTE Paul, COLONNA Jean-Charles, CUTTOLI Edouard, FIESCHI Jacques, GAMBINI Antoine, GANDOLFI-SCHEIT Sauveur, JALPI Jean, LAREDO Norbert, LUCIANI Paul-Antoine, LUCIANI Pierre-Jean, LUCIANI Toussaint, ILUISI Antoine-Louis, MANCINI-NERI Marie-Paule, MARCANGELI Marc, MOCCHI Emile, MORETTI Michel, MOSCONI François, PERFETTINI Paul, PIERI Pierre-Timothée, POGGIOLI Pierre, POLI Paul-Donat, QUASTANA Paul, RAFFALLI Simon-Jean, DE ROCCA SERRA Jean-Paul, SCARBONCHI Paul, SIMEONI Edmond, SISTI Joseph, TALAMONI Jean-Guy, TAMBURINI Alphonse.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR:

M. ARRIGHI Pascal à M. RAFFALLI Simon-Jean
Mme BELLAGAMBA Marie-Josée à M. MORETTI Michel
M. BERTUCCI Eugène à M. COLONNA Jean-Charles
M. BIANCUCCI Jean à M. TALAMONI Jean-Guy
M. CECCALDI Pierre-Philippe à M. Pierre-Jean CASTA
M. FERRANDI Jules-Laurent à M. CHIARELLI Joseph-Antoine
M. GRIMALDI Ours-Ange-Pierre à M. PIERI Pierre-Timothée
M. NATALI Jules-Paul à M. COMBETTE Paul
M. VALENTINI Michel à M. MOSCONI François
Mme VIDAILLET-PERETTI Marie-Paule à M. Pierre-Jean LUCIANI

ETAIENT ABSENTS : MM.

ALBERTINI Jean-Louis, ANTONA Henri, LUCIANI Félix.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU la loi n° 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU la loi n° 83/663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU la loi n° 86/972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU la loi n° 91/428 du 13 mai 1991 portant statut particulier de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU les motions déposées par le groupe M.P.A. et par le groupe Communiste et Démocrates de Progrès,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1ER :

DEMANDE que dans le cadre des débats préparatoires à l'élaboration du plan et qui vont faire l'objet de négociations avec l'Etat, le grave problème de Corse Composites Aéronautiques, actuellement en difficulté, qui emploie 170 salariés et fait vivre 250 familles corse avec ses sous-traitants, fasse l'objet d'un examen prioritaire et que le Comité de Coordination pour le Développement Industriel de la Corse en soit saisi en première urgence, dès qu'il sera installé.

ARTICLE 2 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Ajaccio, le 14 Décembre 1992

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA